



Intervenir au CA/DHG pour porter « le tous éducatifs » !

Le SNEP, avec la FSU, œuvre au développement d'une école émancipatrice qui vise la formation de citoyens lucides. « Tous éducatifs » ? Nous l'affirmons : tous les élèves peuvent réussir si l'on s'en donne les moyens ! Cet objectif émancipateur est partagé (Condorcet, plan Langevin-Wallon, ATD Quart Monde, etc...), mais il entre en opposition avec une vision libérale dite « utilitariste » de l'école. Vision qui utilise la difficulté scolaire, bien réelle, pour réduire la « voilure » sur l'ambition émancipatrice. Elle propose une base minimale à tous et une formation de qualité à une élite. C'est le socle commun mis en place par la Loi Fillon (2005). *JM Blanquer fut directeur adjoint de cabinet de G. de Robien (2006 et 2007) puis directeur général de l'enseignement scolaire (2012/2013) a œuvré à la mise en musique de cette loi.*

L'étude PISA 2015 montre que l'école utilitariste française est une école fortement marquée par le déterminisme social. Elle reproduit les inégalités en ne cherchant pas à les modifier.

D'une DHG qui installe le renoncement...

Les conditions faites à l'apprentissage découlent des modalités d'allocations des moyens (via la DHG depuis 1986, quand avant ils étaient attribués en dotation de Postes). Plus ils diminuent, plus les apprentissages pour tous sont difficiles ! Après des années avec des classes à effectifs chargés, et ce malgré l'engagement des personnels, les difficultés quotidiennes peuvent nous amener à penser qu'il est impossible de faire réussir tout le monde. Cette réalité, fruit de choix politique conscient sur les moyens alloués, construit le renoncement et renforce du même coup les solutions utilitaristes dites pragmatiques. Mais si nous obtenions des classes à 20 comme dans certains pays, notre cadre de pensée ne serait-il pas plus optimiste ?

Que nous disent les chiffres

En 23 ans, la dépense intérieure d'éducation (DIE) est passée de 7,7% du PIB à 6,7%. Ces 1% de PIB représentent 23 milliards, quasiment la moitié (44,5%) du budget de l'éducation pour 2019 (51,7 milliards, hors contributions pensions). On pourrait, à titre d'exemple, créer un tiers de postes de plus et réduire d'autant la taille de toutes les classes, et aussi revaloriser les pensions de 10 %.

Passer de 30 à 20, est donc possible !

.. à une alternative pour l'école de demain !

A la lecture des moyens attribués, c'est ce débat qu'il faut porter en CA pour éclairer les parents les élus. Ce sont des éléments pour critiquer leurs volumes, justifier pour en obtenir davantage. C'est pourquoi nous vous appelons à :

- faire barrage à toute DHG qui ne garantirait pas à la fois la réussite de tous et de bonnes conditions de travail.
- proposer un « DHG alternative » qui permet cette réussite de tous (création de classes, dédoublements, co-intervention, etc...).

C'est le sens du Kit DHG sur notre site qui doit aider aux luttes dans chaque établissement. Ces actions locales nourriront l'activité globale pour contraindre le gouvernement à ouvrir plus de postes aux concours, en EPS et dans les autres disciplines !

Alain De Carlo